

3€

regards

OCTOBRE-NOVEMBRE 2016



**ESPOIRS ET INCERTITUDES
DE LA RECOMPOSITION
À GAUCHE**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

Directrice de la publication

et gérante

Clémentine Autain

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

ESPOIRS ET INCERTITUDES DE LA RECOMPOSITION À GAUCHE

Le discrédit du président de la République et la décomposition du PS rouvrent le champ des possibles politiques pour la «gauche de gauche». Comment communistes, mélenchonistes et écologistes s'engageront-ils dans une séquence présidentielle qui promet de redistribuer les cartes – y compris au profit des «nouvelles» offres comme celle d'Emmanuel Macron ?

P. 04 - 2017 : une révolution pour le «vote utile» à gauche

P. 12 - Communistes français : face à leur destin

P. 20 - Noël Mamère : « Nous ne pouvons plus être dans la main du PS »

P. 26 - Marc Endeweld : « Macron est idéologiquement le bébé de Hollande »

DE QUELQUES PARADOXES POLITIQUES

Voter dans le camp de l'autre, est-ce voter contre son camp ? De quelle droite est-on quand on est plus ultraconservateur qu'ultralibéral ? Peut-on incarner la résistance au capitalisme financier et trouver des excuses au «tournant de la rigueur» de 1982-1983 ?

P. 32 - Voter Juppé à la primaire de la droite, est-ce voter utile ?

P. 36 - Jean-Frédéric Poisson, extrême onction

P. 40 - Mitterrand et le tournant libéral : y avait-il une alternative ?

LA CRISE DES RÉFUGIÉS, UNE CRISE MORALE

L'évacuation du camp de Calais fait provisoirement disparaître les réfugiés du décor, mais ne constitue en rien une solution à une crise globale gérée sans rationalité ni humanité – laissant aux xénophobes le loisir de l'instrumentaliser.

P. 46 - La «Jangal» de Calais est fermée : et après ?

P. 52 - Damien Carême : « Il n'est pas besoin d'opposer résidents et migrants »

ESPOIRS ET INCERTITUDES DE LA RECOMPOSITION À GAUCHE

Le discrédit du président de la République et la décomposition du PS rouvrent le champ des possibles politiques pour la «gauche de gauche». Comment communistes, mélenchonistes et écologistes s'engageront-ils dans une séquence présidentielle qui promet de redistribuer les cartes – y compris au profit des «nouvelles» offres comme celle d'Emmanuel Macron ?

2017 : une révolution pour le «vote utile» à gauche

Candidat «naturel» mais virtuel, mis en concurrence dans son propre camp, en disgrâce dans l'opinion, François Hollande n'a pas dit son dernier mot. Mais, petite révolution, c'est Jean-Luc Mélenchon qui est en position d'incarner le «vote utile» à gauche.

La sortie du livre de confidences attribuées à François Hollande a mis le feu au lac. Jean-Christophe Cambadélis s'en est ému. Le premier ministre en place, a-t-il suggéré, fait partie des «présidentiabiles du PS», « celui sûrement qui a le plus de possibilités » en cas d'absence du chef de l'État. Depuis, on ne cesse de gloser, sur l'affaiblissement de l'un, sur les ambitions nouvelles de l'autre et, au total, sur la sourde lutte qui oppose les deux têtes de l'exécutif. Hollande définitivement hors-jeu ? C'est encore à voir...

LE SOCIAL-LIBÉRALISME AU CŒUR DE LA TEMPÊTE

Le fond de l'affaire a le mérite d'une certaine clarté. En janvier 2012, le candidat François Hollande s'inscrivait formellement dans la continuité d'une tradition

socialiste que Lionel Jospin avait formalisée en 1997, en se démarquant de son homologue britannique Tony Blair : « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché ». De façon moins académique, Hollande claironnait en 2012 le célèbre « Mon adversaire, c'est la finance ». Beaucoup, dès cette époque, ne manquaient pas de faire remarquer que le même candidat, si combatif dans son nouveau parti pris anti-finance, avait choisi comme directeur de sa communication – un directeur de campagne bis, disait-on alors – le plus «social-libéral» de ses camarades de parti, un certain Manuel Valls. Mais la confirmation définitive n'est venue que deux ans plus tard, avec l'installation de Valls à Matignon.

La rupture était nette et, cette fois, pleinement assumée. L'arrivée du chef de gouvernement au menton volontaire

ESPOIRS ET INCERTITUDES DE LA RECOMPOSITION À GAUCHE

disait que le socialisme français cessait de tergiverser : le «libéral» définirait désormais les cadres stricts du «social», la compétitivité d'aujourd'hui ferait le social de demain... La gestion de la réorientation était confiée à Matignon ; mais le signal était envoyé par l'Élysée. Le problème est que ce tournant est survenu en France à un moment où le social-libéralisme est à la fois archi-dominant et... archi-contesté dans les rangs mêmes du socialisme européen. Son pays de naissance, le Royaume-Uni, ne s'est-il pas décidé à remplacer les héritiers «néo-travailleurs» de Blair par un réputé «archéo-travailleuse», Jeremy Corbyn ?

Si la politique était le règne de la pure logique, la cause serait entendue depuis longtemps : détenteur d'un record absolu d'impopularité, le président Hollande serait bien inspiré de laisser à d'autres le soin de sortir le socialisme de son boubier. Mais par qui remplacer celui dont la pratique de la Ve République a fait un «candidat naturel» ? Pas facile de sortir une carte incontestée, dans un parti où à peu près tout le monde, «gauche» et «droite» confondues, a longtemps validé l'orientation générale choisie à l'Élysée et à Matignon.

Ajoutons que nous sommes en France et pas au Royaume-Uni. Le régime n'y est pas parlementaire, mais monarcho-présidentialiste. Si, à Paris comme à Londres, les socialistes choisissent leurs candidats, ils le font moins à partir des orientations qu'ils souhaitent, qu'à partir de l'idée qu'ils se font d'un vote efficace

contre la droite. Or, sur ce terrain, la carte Montebourg, par exemple, ne brille pas par la dynamique électorale qu'il semble susciter dans l'opinion.

LE MAUVAIS CANDIDAT EST-IL CELUI QU'ON CROIT ?

Théoriquement, l'inflexion vers le centre étant majoritairement vilipendée à gauche, une primaire socialiste devrait être a priori favorable à la gauche du parti, et donc à son bateleur par excellence, Arnaud Montebourg. Mais l'inflexion du socialisme de gouvernement vers le centre n'est pas un choix conjoncturel. En admettant que l'ancien ministre du Redressement productif gagne la primaire, il est difficilement envisageable que ne se déclare pas, à côté de lui, une candidature portant ouvertement les couleurs d'un choix social-libéral. Vers la fin de l'été, Emmanuel Macron est sorti du bois : il est le héraut de la «modernisation» et il n'est pas tenu par la discipline d'un parti auquel il n'appartient pas. Si Hollande jette l'éponge, si Valls n'est pas chaud pour aller au massacre, il est la carte idéale de la «nouvelle» gauche. Mélenchon d'un côté, Macron de l'autre : Montebourg est en passe d'être carbonisé, quand bien même il serait intronisé. Par la magie des grandes manœuvres, revoilà le loser de l'Élysée de retour dans le jeu. Il a certes tout piloté de la politique qui a jeté la France de gauche dans la rue. Mais Valls incarne une vision du socialisme que les socialistes ont balayée lors de la primaire de 2012 et,



avec Macron, Hollande a trouvé plus à droite que lui. Il est donc repositionné... au centre, entre Montebourg et Macron. Au centre, et ainsi en position de rassembler un peu mieux que tous les autres, tout en entérinant les choix assumés depuis 2012. S'il n'y a vraiment pas d'alternative à une gestion du pouvoir sociale-libérale, autant que son initiateur et pilote en chef en défende la logique, contre vents et marées. Face à la perspective d'un retour prévisible de la droite, mieux vaut assumer la continuité logique d'un recentrage engagé voilà bien longtemps. Qui, mieux que son maître d'œuvre, pour la défendre ? Restait à tester l'hypothèse d'une candidature du premier ministre. L'affaire des déclarations «off» du président permet de le faire. Devant l'émoi à gauche, Manuel Valls est contraint d'envisager une possible entrée en lice. Crédible ? Les sondages suggèrent qu'elle l'est pour une majorité relative de personnes interrogées, notamment dans la mouvance socialiste. Mais dans l'hypothèse d'une participation à la primaire socialiste, Montebourg le menace. Ajoutons qu'un chef de gouvernement sortant n'a pas la cote dans une présidentielle : aucun pre-

mier ministre en exercice ne l'a emporté à l'élection clé du système politique. Résultat, pour une majorité d'interrogés, c'est Macron qui aurait davantage de chances de talonner la droite et l'extrême droite. Or même Macron est bien loin de l'emporter au bout du compte. Dès lors, tout se passe comme si le grand maelstrom tactique de l'automne n'avait qu'un point d'arrivée possible : la candidature du président le plus mal aimé de toute la Ve République.

MÉLENCHON, OU QUAND LE VOTE UTILE CHANGE DE CAP

Macron, Montebourg, Valls... En réalité, le problème est ailleurs. Il est bien sûr dans l'échec total du couple Élysée-Matignon. Il est surtout dans le fait qu'une autre hypothèse s'est installée, celle de Jean-Luc Mélenchon. Pour l'instant, il continue de surfer sur la vague favorable qui, dans les sondages, le situe dans une fourchette qui va de 12,5 % à 15 % des intentions de vote déclarées. Un sondage n'est pas un vote réel ? Nous sommes loin du scrutin ? Sans doute, mais la déclaration de proximité est cette fois confortée par un effet d'image : quand on demande aux sondés quelle

est la personnalité qui incarne le mieux la gauche, la plupart du temps la réponse Mélenchon vient en premier. Depuis que le Parti socialiste est passé devant le PCF en 1978, c'est la première fois qu'un candidat de la gauche de gauche est en position de surpasser un candidat socialiste.

Il est vrai que la logique de l'élection présidentielle a habitué les électeurs à des choix d'utilité présumée. Or les appels rituels au rassemblement de toute la gauche, surtout quand ils sont au profit d'un socialiste, ont fait surtout la preuve, au mieux de leur inutilité, au pire de leur nuisance. Quand bien même un sursaut de l'électorat met les socialistes en position de gouverner, comme en 1997, cela se traduit par une poussée de la droite et, plus encore, par un élan de la droite la plus extrême.

Pour la première fois depuis longtemps, on annonce, sans que l'option contraire convainque, que la gestion socialiste a trop épuisé la gauche pour qu'elle puisse gagner. C'est si vrai que, comble du comble, une partie de la gauche envisage d'aller voter à la primaire des Républicains ! On croit si peu au moindre mal à gauche, que l'on s'apprête à peser

pour un moindre mal à droite...

Mais c'est donc aussi la première fois que la notion jusqu'alors mortifère du «vote utile» peut se retourner contre ses utilisateurs patentés. Et si le vote utile à gauche était cette fois un vote qui permet de remettre les pendules à l'heure ? Et si remettre les pendules à l'heure revenait à stopper radicalement une logique de renoncement à gauche engagée depuis plus de trente ans ? Or aucun socialiste en place ne peut incarner ce renoncement. Mélenchon a plus d'arguments pour le faire.

Qu'il ne soit pas nécessairement le point de convergence de toute la gauche de gauche est possible. Mais qui peut l'être ? Qu'il accompagne son projet d'un discours de légitimation – le «populisme de gauche» – plus emprunté à l'exemple latino-américain ou à Podemos qu'à la tradition française est une autre chose. Mais les électeurs votent-ils pour une doctrine ou pour une stratégie ? Votaient-ils communiste naguère pour la «dictature du prolétariat» ? Et pour Mitterrand parce qu'il avait juré jadis qu'un socialiste ne pouvait pas être autre chose qu'un anticapitaliste ?

En revanche, Mélenchon a pour lui de



mener une critique de la gauche gouvernementale cohérente depuis de nombreuses années. Il a longtemps tenté la carte du socialisme officiel et il en est revenu, et pas seulement depuis hier. Depuis bien des années, il a été des grands combats menés contre les effets de l'ultralibéralisme et contre sa logique la profonde, concurrentielle et technocratique. Il s'est identifié à l'expérience porteuse du Front de gauche, dont il a brillamment porté les couleurs en 2012. On peut alors penser ce que l'on veut du style politique du candidat. On peut ou non apprécier ses références, à Mitterrand, au populisme de gauche, à la logique du «eux» et «nous». On peut se reconnaître ou non dans les projets politiques de restructuration de la gauche qu'il énonce parfois. Pour une grande part de l'opinion, il est le plus à gauche, le plus représentatif de la gauche, mieux à gauche que tous les tenants de la gauche des gouvernants.

Hollande a pour lui sa cohérence, et contre lui sa politique. Valls et Macron ont pour eux l'image respectable du pouvoir, mais sont contestés, sur leur gauche comme sur leur droite. Mélenchon a pour lui l'élan d'une histoire récente. Il a le parfum sulfureux de ce que les travaillistes britanniques ont réalisé avec Corbyn et que les démocrates américains ont été à deux doigts d'obtenir avec Sanders : sanctionner rudement le pseudo-réalisme des accommodements au centre... ● **ROGER MARTELLI**

Communistes français : face à leur destin

Pierre Laurent s'était prononcé pour un soutien à Jean-Luc Mélenchon. La conférence nationale du PCF a préféré une candidature communiste à la présidentielle. Le dernier mot reviendra aux militants. Le dernier, vraiment ?

La Conférence nationale du PCF, ce samedi, a renvoyé le secrétaire national du parti dans les cordes. Il s'était in extremis prononcé pour un soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. 53% des 535 délégués des fédérations ont choisi l'option d'une candidature communiste (5% se sont abstenus). Il reste à savoir si les militants vont confirmer ou non ce choix à la fin du mois. Quel que soit le résultat final, il laissera un parti divisé.

LE FRUIT DES ATERMOIEMENTS DE SOMMET

C'est la première fois que la direction du parti est contredite par les cadres intermédiaires sur un sujet aussi important. Le résultat n'est pourtant pas une surprise absolue. Pendant des mois, la direction communiste a tergiversé, laissant entendre d'abord qu'elle acceptait

l'idée d'une primaire de toute la gauche, pour affirmer ensuite que ce serait à condition que François Hollande n'en soit pas. Quand des noms se sont mis à circuler, en dehors de l'option Mélenchon, on a laissé entendre, du côté de Fabien, que l'on était intéressé : Taubira, Hulot, Montebourg... tout s'étudiait.

Vendredi encore, Pierre Laurent, tout en se prononçant en faveur du soutien à Mélenchon, a continué à expliquer qu'une victoire de Montebourg serait un signal fort. Il suggère qu'alors tout pourrait être rediscuté. Le problème est que l'annonce par le numéro un de sa préférence a été précédée par une longue période où l'accent a été mis sur les désaccords avec le leader de la France insoumise, davantage que sur les possibles convergences. Le discours officiel du PC se voulait équilibré ; en définitive,

il est surtout perçu comme confus et illisible. Jusqu'au bout...

Au dernier Congrès de juin 2016, déjà les divisions s'étaient exprimées. Un quart des militants avaient affirmé une option «identitaire», un autre quart avaient soutenu une option favorable à un rassemblement de type Front de gauche. Ces deux groupes demeurent. Mais la majorité s'est ventilée cette fois sur les deux options proposées pour 2017. Et au final, la dynamique a été plutôt du côté de l'option 2, celle favorable à un candidat du PCF. Cette option est sortie nettement majoritaire (55% des votes exprimés à la conférence nationale). Elle n'est pourtant ni homogène, ni même stable. Le 27 octobre dernier, L'Humanité publiait une tribune collective, intitulée «Pour un choix clair» en faveur d'un candidat communiste. Elle était signée par plusieurs dizaines de responsables communistes, nationaux et locaux. Leur liste révélait la jonction de deux sensibilités longtemps restées apparemment antagoniques, et pourtant depuis longtemps rapprochées par la conviction qu'il n'est pas de force solide et fiable à la gauche du PS autre que le PCF lui-même.

Or, par-delà les passerelles entre les deux sensibilités, le choix d'une candidature estampillée PCF ne procède pas nécessairement d'une même logique pour les uns et pour les autres. Pour le premier groupe, elle est le prolongement électoral d'une conviction identitaire : le PCF ne peut exister sans être présent

en tant que tel à toutes les élections, et d'abord à la plus structurante de toutes. Pour les anciens «huistes», défenseurs d'une « gauche plurielle » et d'alliances avec les socialistes, le choix est plus complexe : dans l'immédiat, l'affirmation d'une candidature autonome peut être un moyen d'exister dans l'espace politique, d'attendre l'éventuelle victoire de Montebourg à la primaire socialiste et de se diriger in fine vers une candidature de «large» rassemblement, et donc avec le PS. Auquel cas, l'alliance d'octobre peut éclater dès le mois de janvier...

LE MAINTIEN DE L'INCERTITUDE

Le choix de ce samedi peut donc être doublement relativisé : il peut être contredit par le corps militant (les 50.000 cotisants réguliers) et il peut être remis en question dans deux mois, selon l'évolution de la conjoncture politique à gauche. De ce point de vue, les partisans de l'option numéro 1 (soutien à JLM) sont sans doute un peu plus cohérents. L'engagement du secrétaire national a été trop tardif et trop alambiqué pour peser vraiment dans le débat interne. Le choix en faveur de cette option a donc été défendu, quasi exclusivement, soit par les militants qui ont choisi de s'adosser à France insoumise (tribune du 7 avril 2016 dans L'Humanité, «Une voie pour l'alternative»), soit qui appelaient à soutenir Mélenchon sans s'intégrer en l'état dans son dispositif de campagne (l'appel «Faisons front

ESPOIRS ET INCERTITUDES DE LA RECOMPOSITION À GAUCHE

commun»). Il est à noter que cette option a été soutenu par plusieurs élus de poids (Marie-George Buffet, Jacqueline Fraysse, Sébastien Jumel, Patrice Leclerc, Stéphane Peu...), inquiets d'une nouvelle marginalisation électorale.

La direction communiste avait fini par se résoudre à ne pas soumettre au vote «l'option» d'un rassemblement au-delà du Front de gauche (avec les frondeurs). Or cette option n'a pas disparu : elle a été simplement reportée à janvier 2017. Elle conserve la faveur du noyau dirigeant ; elle peut être rejointe plus tard par ceux qui, farouchement hostiles à Jean-Luc Mélenchon, ont considéré que la perspective d'une candidature communiste était la meilleure façon d'enrayer l'élan de l'ancien porte-voix du Front de gauche.

Rien n'exclut donc que se dessinent d'autres lignes de partage, quand les socialistes se seront prononcés. Officiellement, l'attrait pour cette formule est justifié par deux idées concomitantes : une victoire de Montebourg relancerait la donne à gauche ; elle rendrait possible un rassemblement de toute la gauche qui, seul, peut permettre à cette gauche d'être présente au second tour.

Or ce raisonnement est d'une extrême fragilité. Dans les sondages, la gauche tourne autour de 30%, en additionnant toutes les candidatures. Sur cette base, elle peut théoriquement postuler à une seconde place. Mais la politique n'est pas une mathématique. Un seul candidat ne peut pas espérer regrouper tous

les suffrages quand les projets se distinguent sur le fond. Une candidature unique, surtout issue du socialisme actuel ne peut fédérer aujourd'hui la totalité des électeurs de gauche, ceux qui comptent voter et ceux qui ne votent plus.

LES MIRAGES DE L'UNION DE LA GAUCHE

Le débat de 2002 refait surface. Ce n'est pas l'éparpillement des voix à gauche qui a alors provoqué le cataclysme, mais la politique suivie par le gouvernement Jospin. Aujourd'hui comme hier, droite et gauche l'emportent, non pas quand elles sont totalement rassemblées au départ, mais quand elles mobilisent des électors, non pas sur leurs marges, mais en leur cœur. Dès lors, ou bien on pense qu'il n'y a pas d'autre politique possible que celle qui est suivie par tous les États depuis plus de trente ans, et il faut se résoudre, face aux «extrêmes», à choisir entre centre droite et centre gauche.

Dans ce cas, si la candidature «naturelle» de Hollande ou de Valls n'est pas possible, celle d'Emmanuel Macron est la plus «réaliste»... et encore : les sondages ne le mettent jamais en position de second tour. Ou bien on considère que seule une perspective de rupture avec trente années d'errements à gauche est à même de créer une dynamique. Mais comment incarner cette rupture par des candidats qui s'identifient avec un soutien aux errements précités ?

Au fond, d'où vient la poussée d'une

droite radicalisée par un FN expansif ? De la désunion de la gauche ? En fait, ce qui est en cause, c'est le mal-vivre, l'angoisse d'un monde inégal et instable, la carence d'espérance sociale. Cela se voit depuis longtemps : il ne manque pas de pensées critiques, de forces de contestation, de désir de reconstruction. Mais tout cela ne s'appuie pas sur la conviction qu'il est possible d'envisager une société meilleure que celle dans laquelle nous vivons. Ainsi, si l'on peut encore gagner à court terme, et plus encore si l'on veut reconstruire à long terme, il n'y a pas d'autre ferment de dynamisation populaire que de porter un projet d'alternative franche au désordre dominant.

Laisser supposer que le choix de l'automne puisse être remis en question en janvier est donc gros d'une énorme ambiguïté. S'il désigne une possible orientation stratégique – un retour à «l'union de la gauche» ou à «la gauche plurielle» –, il conduit à l'impasse et au rabaissement du communisme français à un statut de supplétif du PS, social-libéralisé ou non. S'il n'est qu'un moyen de faire pression sur le PS pour obtenir des compensations législatives, il produira de sérieuses désillusions. Dans le PS

laminé au premier tour, les places législatives seront chères. Et dans bien des cas, ce sont des «frondeurs» qui sont en concurrence avec les communistes. Il n'y aura pas de cadeaux à attendre.

UN PARTI FRAGILISÉ

Encore une fois, il faut bien constater que dans une situation confuse, la logique de l'identité a primé sur celle de l'ouverture. Tout se passe comme si, pour une part importante de l'encadrement communiste, cette ouverture n'est jugée que par ses bénéfices immédiats pour l'organisation. Dès 2012, sitôt passée l'élection présidentielle, le PCF considéra que son ancrage local militant justifiait que les élections suivantes (législatives, européennes, municipales, régionales et départementales) consacrent l'hégémonie écrasante de la représentation communiste. Or cette méthode s'est avérée faiblement payante : installant la dominante communiste, ces élections se situèrent dans la lignée des résultats communistes antérieurs et n'interrompirent pas l'érosion du communisme dans ses zones de force.

Mais le sommet du parti semble peu disposé à prendre en compte l'état réel de l'organisation. Il y a quelques mois, sur



ce site, nous en dressons un tableau, nuancé mais inquiétant. On sait que le PCF reste une force qui compte dans l'espace militant de la gauche. Il compte entre 70.000 et 100.000 adhérents, enregistre officiellement 50.000 cotisants réguliers et voit une trentaine de milliers de ses membres participer aux consultations internes. Si ces chiffres en font la force organisée la plus dense de la gauche de gauche, ils témoignent d'un affaissement continu.

Il n'est pas facile de trancher, tant les informations disponibles sont incertaines, mais on peut considérer que, en une décennie, le PCF a perdu entre un quart et un tiers de ses forces militantes et de ses élus. Or cette érosion le fragilise d'abord dans ses zones d'implantation les plus denses. Il est notable que, en 2012, alors que le score global du Front de gauche était supérieur de deux points au score législatif communiste de 2007, la représentation parlementaire communiste s'est, elle, affaiblie. Le Front de gauche a tiré la gauche de gauche de sa marginalité locale ; il n'a pas arrêté l'effritement de ce qui fut longtemps la «France communiste».

La direction communiste en a conscience et considère que seul un gentleman agreement avec les socialistes peut sau-

ver les sièges acquis et éventuellement en gagner quelques autres, dans des zones où la gauche est très majoritaire et le PS très affaibli. Mais si le geste en direction de l'électorat socialiste peut apporter quelques soutiens, comment mesurer les effets de la désunion du Front de gauche ? Une union de la plus grande gauche compensera-t-elle l'explosion de la gauche de gauche ? La perspective d'une multiplication de candidatures de France insoumise, jusque dans les zones où des communistes sont sortants, peut se payer très cher. Mais comment éviter des candidatures France insoumise, si le PCF et Mélenchon sont en rivalité à la présidentielle ? Et qui peut dire alors quels seront les effets à l'arrivée ?

SAUVER LE PARTI, OU L'IDÉE COMMUNISTE ?

À une poignée d'années du centenaire du Congrès de Tours, les communistes français sont donc devant des choix qui les engagent à long terme. S'ils s'engageaient à soutenir un candidat issu de la primaire socialiste, ils se voueraient durablement à n'être plus que des suppléants du socialisme. Si, par désir d'identité partisane, ils se décidaient à affronter une fois de plus le scrutin présidentiel

sous leurs couleurs, ils confirmeraient qu'ils sont au mieux des aiguillons pour des majorités où le socialisme est durablement hégémonique.

Reste le choix du combat «antilibéral», qui fut ensuite celui du Front de gauche. Nul, aujourd'hui, n'est en état de conforter et d'élargir à la présidentielle cet engagement de longue durée, si ce n'est Jean-Luc Mélenchon. Qu'il faille, à partir de ce constat, tout faire pour panser les plaies récentes de part et d'autre, qu'il faille trouver les modalités concrètes d'une mise en commun, voilà qui serait souhaitable. L'effet d'une désunion officialisée, l'éclatement définitif du Front de gauche risqueraient fort de pénaliser toute tentative de contestation de l'hégémonie sociale-libérale, quand bien même elle serait aujourd'hui expansive, comme l'est la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Tout ce qui rapproche ce qui est encore désuni est donc bon à prendre.

Mais cela passe par deux affirmations sans nuances : il ne sert à rien, à si peu de distance du scrutin décisif, de croire que peut sortir du chapeau une candidature miracle, renvoyant l'existant – et donc JLM – dans les limbes ; il ne peut y avoir de rassemblement dynamique en faveur d'un retour à 2012 ou même

1997. En tardant à s'engager dans la voie d'une franche alternative, on laisse la voie libre aux forces conjuguées du système qui nous étouffe.

Beaucoup de responsables communistes ont évoqué la crainte que la France insoumise ne vienne remettre en question l'existence du PCF. Mais l'histoire du PCF montre que la peur est rarement bonne conseillère. Quand, au milieu des années 1970, les dirigeants communistes ont pris conscience que la stratégie politique de François Mitterrand les minorait, ils ont choisi le bras de fer avec lui. Force est de constater qu'ils n'ont fait ainsi qu'accélérer leur déclin. L'obsession identitaire est tout aussi mortifère dans l'espace politique que dans la société française tout entière. À force de vouloir préserver une forme politique, on risque que l'idée qui a légitimé son existence en pâtisse. La force du communisme en France ne tient pas à la seule existence d'un Parti communiste, mais à son enracinement dans une histoire qui débordait largement les limites du Parti communiste en tant que tel. À l'ignorer, ou à le sous-estimer, les militants communistes risquent d'en payer durement le prix. Mais seront-ils alors les seuls à le payer ?

● ROGER MARTELLI

Noël Mamère

« Nous ne pouvons plus être dans la main du PS »

L'ancien candidat écologiste à la présidentielle vient de publier *Les Mots verts* avec la linguiste Stéphanie Bonnefille, un plaidoyer pour une «écologie du langage». Il analyse les échecs de EELV et les perspectives d'une écologie de gauche.

Regards. Quels sont ces mots verts, ces mots porteurs de désir et d'espoir que vous appelez de vos vœux et que l'écologie n'a manifestement pas encore trouvés ?

Noël Mamère. Nous devons trouver les mots qui ne suscitent pas la peur et l'angoisse. Qu'est-ce que c'est que l'écologie ? C'est un projet de libération et d'émancipation individuelle et collective. Les urgences écologiques sont nombreuses, et toute la difficulté réside dans l'articulation entre les mots pour dire et qualifier les grandes mutations de la société – une société de progrès coûteuse pour l'homme, coûteuse en énergie, en

injustice, en empreinte écologique –, et la trajectoire pour aller vers une société soutenable.

Le contexte n'est pas propice aux bonnes nouvelles...

Pendant des décennies, les écologistes ont été considérés comme des marchands de catastrophe. Cela a freiné et pénalisé l'influence de notre mouvement et, au final, notre poids politique. Dans le même temps, nous avons contribué à ce que nos idées infusent, comme le thé, dans la société. Les catastrophes de Tchernobyl ou plus récemment de Fukushima ont montré, malheureuse-

ment, que nous avons eu raison très tôt. Pour autant, nous ne sommes pas condamnés à ce que le ciel nous tombe sur la tête. Les mots que l'on utilise sont importants. Mais l'écologie, ça n'est pas la guerre, comme le rappelle Stéphanie Bonnefille. L'écologie porte l'ambition d'une transformation de la société avec les moyens de la démocratie.

Tout le monde (ou presque) se revendique de l'écologie politique. C'est quoi, c'est qui l'écologie aujourd'hui ?

Que tout le monde en parle et que tout le monde s'en revendique constitue déjà une petite victoire. Mais il y a ce que l'on dit, les mots que l'on prononce, et les actes. Quand je vois le groupe Bayer qui rachète Monsanto pour mettre la main sur l'agriculture mondiale en nous expliquant que c'est pour le bien de l'humanité, dans une logique durable, on a de quoi douter de la sincérité de l'engagement écologique. C'est comme le lobby nucléaire qui nous parle de «nucléaire propre» ou le lobby automobile qui fait la promotion de «l'automobile propre». Ça n'existe pas. Le capitalisme est plastique. Il récupère les mots pour mieux justifier sa logique de prédateur.

Ça vaut aussi dans le champ politique ?

La grande arnaque, c'est de faire croire aux Français que l'écologie est à la fois

à droite et à gauche. Quand Maud Fontenoy, aux côtés de Nicolas Sarkozy, défend l'exploitation du gaz de schiste ou le nucléaire tout en se revendiquant «écologiste», c'est de la pure schizophrénie. L'écologie ne peut pas être confondue avec ceux qui défendent la croissance à tout prix.

Hollande, Valls, Royal sont des écologistes selon vous ?

Royal, je ne sais pas. Mais s'agissant des autres, on est à la limite de l'imposture. Voire de l'arnaque politique. On est face à un gouvernement qui revendique l'excellence écologique alors qu'on en est très loin. Hollande s'était engagé à inscrire dans le projet de loi de finances un prix plancher du carbone, pour taxer le charbon en France. Le ministre du Budget, Christian Eckert, vient d'annoncer qu'il y renonçait afin de préserver les 5.000 emplois des six centrales à charbon qui existent encore sur notre territoire. Non seulement ce renoncement majeur témoigne de l'absence de volonté politique, mais il confirme l'abandon d'un autre engagement fondamental du candidat Hollande : celui de la transition énergétique, qui n'aura donc pas lieu.

Vous mettez ça sur le dos de l'impuissance politique ?

C'est surtout le résultat de l'autoritarisme du premier ministre. C'est lui qui décide, malgré les oppositions, que je

salue, de sa ministre de l'Environnement. Et puis il y a le pouvoir technocratique qui verrouille l'action politique. Cette surpuissance de la technocratie n'est pas nouvelle. Elle est un héritage du gaullisme. Le succès du nucléaire résulte d'ailleurs de l'alliance de la technocratie et du politique.

Emmanuelle Cosse, Jean-Vincent Placé et Barbara Pompilli sont-ils crédibles pour défendre l'écologie dans un gouvernement, qui – comme vous le dites – a renoncé à engager la transition énergétique ? A quoi servent-ils et qui servent-ils ?

Ceux d'entre nous qui ont choisi d'entrer dans un gouvernement dont on ne compte plus les reniements en matière d'écologie y ont perdu leur âme et leur crédibilité. Ils ont aussi porté un coup dur à l'écologie politique, ainsi réduite à sa caricature politicienne. Les petites intrigues ne font pas un programme ! Ils sont réduits au statut de porteurs d'eau et contribuent à délégitimer la parole politique. Ils font ainsi croire que l'écologie pourrait être politiquement biodégradable. Il faut vite les oublier et nous montrer à la hauteur du projet que nous prétendons défendre. C'est le seul antidote possible.

Le maire de Grenoble, Éric Piolle, est accusé d'avoir renoncé au programme écologiste qui l'a fait

élire pour appliquer une politique d'austérité. Est-ce que l'exercice du pouvoir compromet l'écologie politique ?

Non. On oublie par exemple que Marie-Christine Blandin a été une grande présidente de région, écologiste. D'autres exemples, comme le maire de Loos-en-Gohelle, Jean-François Caron, ont montré notamment dans des collectivités en crise – ici face à la désindustrialisation de la région du Nord-Pas-de-Calais – que les écologistes sont de bons gestionnaires. Éric Piolle a été confronté à un héritage difficile. À cela s'est ajouté le désengagement de l'État. C'est vrai qu'il a été obligé de prendre des dispositions qui vont à l'encontre de ce qu'il avait annoncé. Mais plus généralement, où qu'ils soient, les écologistes élus font un travail remarquable. Mais personne ne le sait.

Qu'est-ce qui se joue dans le second tour de la primaire EELV ?

Rien. Il ne se joue rien du tout. Michèle Rivasi et Yannick Jadot ont le même projet. Le fait marquant de cette primaire, c'est l'échec de Cécile Duflot, symbole d'un lent délitement de l'écologie politique dont nous sommes tous responsables. Mais je l'avais prévenue. Elle ne pouvait pas changer son image politicienne en si peu de temps. Par ailleurs, je crois que les militants et sympathisants n'ont pas compris son départ

du gouvernement ; les écologistes sont plus légitimistes qu'on ne le croit. Quant à l'appareil écolo, il n'a rien fait pour se dépasser. Et je ne suis pas surpris que les deux finalistes de cette primaire soient issus de la société civile.

Vous souhaitez que les écologistes retrouvent leur autonomie, à gauche. Il n'y a plus d'alliance possible ?

Nous devons porter l'ambition d'être majoritaires. Mais nous ne le serons jamais tout seuls. L'autonomie ne veut pas dire l'isolement. Je suis favorable à des alliances de construction et non de soumission, à la condition de lier la question sociale à l'urgence écologique. En revanche, s'agissant des législatives, nous ne pouvons plus être dans la main du PS. Les accords de circonstances que nous avons eus par le passé avec le PS ont contribué à nous disqualifier, à nous décrédibiliser. Nous devons donc prendre le risque de partir seuls aux législatives.

En 2015 à Montpellier, vous aviez fait meeting commun avec la gauche radicale pour soutenir le candidat Gérard Onesta aux régionales. L'avenir est dans l'alliance rouge-verte ?

Cela dépend de qui l'on met dans la gauche radicale, parce que subsistent aujourd'hui encore des désaccords avec les communistes sur la question du nucléaire, sur le productivisme ou sur Notre-Dame-des-Landes. Du côté des Insoumis, je dois dire que Jean-Luc Mélenchon à très bien intégré la dimension écologique. Mais je ne suis pas d'accord avec sa vision soviétique de la planification. C'est un désaccord important. Et puis, il y a des sujets comme l'Europe, l'Allemagne, le souverainisme... qui méritent un éclaircissement. Je ne sais pas très bien dans quelle direction il avance. Pour autant, celui qui est en mesure de porter un coup à gauche tout en étant un acteur majeur de la reconstruction demain, c'est lui. Mais ce qui m'importe aujourd'hui, c'est l'après 2017. Je pense au jour d'après. Comment pouvons-nous, en tant qu'écologistes, poser les bases d'une position crédible dans la recomposition de la gauche et des écologistes ?

Justement, il se passe quoi «le jour d'après» ?

Il faudra reconstruire. Il faudra «retrouver société», comme je l'ai déjà écrit par le passé. Cette reconstruction ne pourra pas passer par les appareils politiques. Il faut du «bottom-up» [action du bas vers le haut]. Il faut que les appareils se

fassent déborder. Bien sûr, les partis politiques seront toujours nécessaires pour organiser le débat, mais il faudra tout réinventer, à commencer par les pratiques militantes.

Un peu comme Nuit debout a tenté de le faire ?

Contrairement à ce que les commentateurs ont pu dire, Nuit debout n'a pas été un événement éphémère. Il nous faudra nous en inspirer pour reconstruire. Il ne faut pas oublier qu'en Espagne, Podemos n'est devenue une force politique majeure que deux ans après les mouvements des indignés.

Vous croyez à la thèse de Manuel Valls sur les deux gauches irrécyclables ?

Est-ce que Manuel Valls est de gauche ? Il est l'un des flambeaux du néoconservatisme. Son pari à lui, c'est de construire un parti démocrate à la Matteo Renzi. Et l'on sait ce que cela a donné à gauche.

François Hollande aussi est favorable au dépassement du PS...

Oui, c'est vrai. Il a surtout fait de la gauche un champ de ruines. Dans le même temps, le PS s'est balkanisé. Le social-libéralisme n'est pas ma concep-

tion de la gauche. Il y a eu dans ce quinquennat trop de renoncements, trop de lâchetés, trop de complaisance. Mais tous les militants et dirigeants du Parti socialiste ne sont pas condamnés à rester sur cette logique libérale qu'incarment Valls et Hollande. Nous devons travailler avec tous ceux-là après les échéances de 2017.

Alors que vous prépariez votre succession au Parlement en proposant la candidature de votre suppléante Naïma Charaï (socialiste), François Hollande est à la manœuvre pour imposer son conseiller chargé des relations avec les élus, Vincent Feltesse. Vieille politique ou vengeance ?

Je connais bien Vincent Feltesse. C'est un garçon intelligent. Il est l'un des rares élus socialistes qui a su se montrer ouvert aux écologistes sur le plan local. Après sa cuisante défaite à la mairie de Bordeaux, il a été nommé au palais de l'Élysée auprès du président de la République. Nous ne l'avons plus vu depuis. Il se comporte comme un enfant gâté. Ces méthodes doivent cesser. Elles tuent la politique. Et s'il devait être imposé par l'appareil socialiste, bien que les socialistes locaux n'en veulent pas, je me présenterai contre lui.

● ENTRETIEN PAR PIERRE JACQUEMAIN

Marc Endeweld

« Macron est idéologiquement le bébé de Hollande »

Qui est politiquement Emmanuel Macron, phénomène médiatique, candidat à la présidentielle virtuel et sans programme clair ? Les réponses de Marc Endeweld, journaliste et auteur de *L'ambigu monsieur Macron*.

Regards. Lors de son dernier meeting à Montpellier, Emmanuel Macron a terminé son intervention en disant : « La France, c'est un projet. Et c'est le projet que je veux porter ». Il sera candidat à l'élection présidentielle ?

Marc Endeweld. Oui, incontestablement. Si certains avaient encore un doute sur sa potentielle et probable candidature, aujourd'hui, c'est assez évident. Et il dit d'ailleurs de plus en plus clairement les choses. Depuis plus d'un an, accompagné par une partie de son entourage, il s'y prépare. Ceux qui croient ou voudraient faire croire qu'Emmanuel Macron est une création de François Hollande n'ont rien com-

pris à ce qui s'est joué entre les deux hommes. Le président de la République a donné ses chances à Emmanuel Macron, mais inversement, Macron a multiplié les allégeances et les soutiens pour ne dépendre de personne. Il ne faut pas se tromper, chez Macron, il n'y a pas de loyauté, il n'y a que de l'opportunité. Dès juin-juillet il expliquait en off qu'il voulait y aller, qu'il s'y préparait. Sa seule véritable hésitation résidait dans la capacité de François Hollande à se représenter. Il l'a devancé.

À qui s'adresse Emmanuel Macron et qui sont ses sympathisants ?

Il revendique aujourd'hui près de 100.000 «marcheurs». Le profil de ses

soutiens est plus varié qu'on ne le croit. Il ne réunit pas autour de lui que des centristes à la Bayrou, même s'il y en a, ni seulement des étudiants en école de commerce, même s'il y en a aussi. Il y a beaucoup plus de militants socialistes qu'on ne le pense. Avant de lancer son mouvement En Marche, le mouvement des «Jeunes avec Macron» s'est installé presque spontanément. Sur les quatre initiateurs, trois sont passés par le MJS. Ils ont tous entre vingt-cinq et trente ans. Une partie avait même milité contre le CPE. Et sur les quatre, deux sont issus du monde ouvrier et de province. Ça n'est qu'un petit échantillon, mais en réalité, au-delà de l'image qui lui colle à la peau, la plupart de ses sympathisants sont issus des classes moyennes et moyennes supérieures, qui habitent en dehors de la région parisienne et, de ce fait, qui disposent d'un réseau social et professionnel plus faible que les héritiers de la capitale.

Son discours a-t-il un écho au sein des catégories populaires ?

Plus qu'on ne le croit. Parmi ses soutiens, il compte de nombreux jeunes diplômés, voire surdiplômés, qui viennent des banlieues. Il y a parmi eux une vraie sympathie, une vraie adhésion. Ils sont séduits par le discours d'émancipation

individuelle et d'accès à l'autonomie. C'est le slogan «La France qui choisit». Macron parle ainsi d'une «société du choix» ainsi que d'une «société inclusive», et promet la société multiculturelle. Ça parle à ces jeunes. Ils voient en lui un Tony Blair à la française qui a fait du libéralisme économique – et même politique – le vecteur d'un certain changement et de la transformation sociale. Et puis le dernier bataillon de sympathisants, ce sont plutôt les cinquante-cinq ans et plus, voire les ex-soixante-huitards, qui ont un profil plus politisé mais qui se retrouvent en phase avec le discours libéral-libertaire à la Cohn-Bendit. Le discours de Macron qui dénonce l'impasse du système et les failles du marché de l'emploi (chômage des jeunes, précarité...) attire ce public.

En revanche, à qui son propos ne parle-t-il pas ?

Macron peine à recruter parmi les salariés qui se sentent menacés par un discours très libéral, et même néolibéral, qui vise principalement à déréguler le marché du travail – quand 80% des salariés sont aujourd'hui en CDI. Clairement, Macron insécurise cette frange de la population. De même, il ne répond pas aux inquiétudes et aux besoins de la population qui souffre le plus de la

globalisation financière et de l'hypercapitalisme : les ouvriers et les salariés de l'industrie française.

Et le monde de la finance, les chefs d'entreprise ?

C'est tout le paradoxe Macron. Il est un peu facile de le résumer à Rothschild. En même temps, quand on regarde son parcours, il est en effet passé par tous les hauts lieux du pouvoir, financier, économique, politique : l'ENA, le plus haut corps d'État qu'est l'IGF, puis la banque d'affaires Rothschild. On peut dire qu'il est issu de cet univers, celui des puissants. La question qui se pose, c'est pourquoi son ascension a-t-elle été aussi fulgurante, bien plus que la plupart de ses pairs ?

La raison se situe dans un profil plus composite qu'il n'y paraît ?

Il n'a pas le profil de l'apparatchik et son entourage n'est que très sensiblement issu du monde politique. Son directeur de la communication vient de la BNP ; son probable futur directeur de campagne vient d'Altice – propriété de Drahi. Ils ont un profil très business, très manager, différent des «grands patrons» que l'on croit en nombre à ses côtés. Ceux-là privilégient une certaine

forme de stabilité. Bouygues, Dassault, Pinault continuent de soutenir François Hollande – parce qu'il leur rend bien. Macron recrute davantage sur des profils intermédiaires, qui connaissent bien le monde de la finance, du business. Ils sont ce que j'appelle les managers des grandes entreprises : ceux qui ont pris la crise de 2008 en pleine figure après en avoir largement bénéficié, et qui se retrouvent aujourd'hui à critiquer le système capitaliste pour le pérenniser. Mais ses plus grands fans dans l'économie sont les créateurs de start-up, les entrepreneurs du numérique qui souhaitent parfois tout «ubériser» face aux rentiers du capitalisme traditionnel.

Un entourage qui ne semble pas vraiment à l'aise avec l'idée de gauche...

Il est entouré de hauts fonctionnaires, pro-business. Ils font partie de la «Rocardie». Macron, c'est un peu la deuxième gauche rocardienne : l'anti-gauche marxiste, très Saint-Simon. Il est de cette gauche « qui sait », cette gauche des grandes écoles, celle qui dit « nous avons raison », qui croit au gouvernement des experts. Pas étonnant, d'ailleurs, qu'il soit très proche d'Henry Hermand, l'un des pionniers de la grande distribution, issu de la gauche chrétienne et qui

finance Terra Nova tout en étant proche des Gracques. Si Macron a pris avec le grand patronat, c'est d'ailleurs plutôt à chercher dans le patronat chrétien, le patronat breton, un patronat libéral-humaniste, paternaliste, adapté aujourd'hui à la mondialisation. Macron garde ainsi une bonne opinion de Vincent Bolloré, malgré certaines de ces décisions en Afrique ou dans les médias. Ou d'un Claude Bebear (Axa) qui a lancé l'institut Montaigne.

Là aussi, Macron est en décalage ?

Il inquiète les socialistes. Il recrute beaucoup plus dans le Grand Ouest, ou le Sud-Ouest, ou Rhône-Alpes, des territoires encore productifs, que dans des territoires de crise comme le grand bassin parisien ou le Grand Est qui ont souffert de la mondialisation. Emmanuel Macron est un peu l'expression de ce que Todd a appelé «le catholicisme zombie», ces territoires de tradition chrétienne qui bénéficient de structures sociales et économiques capables de faire contrepoids à la globalisation, contrairement aux territoires plus jacobins qui ont perdu la protection de l'État.

À qui fait-il le plus de tort sur l'échiquier politique ?

S'il part en campagne, il va prendre partout. Il prend autant à la droite qu'à la gauche. Il prend y compris au Front national et chez les abstentionnistes. C'est

d'ailleurs sa force. Bien qu'on l'ait qualifié de «création médiatique», avec son discours antiparti, antisystème, il a réussi à intéresser plus de gens que d'ordinaire. Plus de femmes aussi. Et des gens moins politisés. Par ailleurs, si la presse lui offre des couvertures de magazines, c'est qu'il fait vendre. S'il est autant courtisé à la télé et à la radio, c'est qu'il fait de l'audience. Cela ressemble beaucoup au démarrage de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. Après, il n'est pas sûr que tout cela se traduise en succès électoral. Parce que, dans la mesure où il prend des voix de toutes parts, il fait aussi peur à tout le monde. Et donc la droite et la gauche sont à l'unisson pour le critiquer. Mais le Parti socialiste est tout de même celui qui a le plus à perdre d'une éventuelle percée de Macron.

D'autant que de l'autre côté, les sondages placent Jean-Luc Mélenchon devant le candidat du Parti socialiste...

Oui et d'ailleurs Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon sont deux phénomènes qui, malgré leurs différences de parcours et d'idées, ont quelques points en commun qu'il est intéressant de mettre en exergue. Ils mènent chacun campagne en dehors des primaires et en dehors des partis politiques. Par ailleurs, ils sont tous les deux engagés dans une démarche participative qui attire de nouveaux publics.

De là à classer Macron à gauche...

Le problème de Macron c'est qu'il entend rassembler les centres gauche et droit, pour incarner le centre. Un peu comme Bayrou a voulu le faire, un temps. Mais toute la difficulté, c'est que cette posture ne séduit plus beaucoup face à la colère sociale dans le pays. Il n'y a pas de majorité possible. Et si sa stratégie consiste aussi à récupérer l'électorat classique de la gauche, en substitution à une candidature de François Hollande ou de Manuel Valls – alors même qu'il stigmatise les acquis sociaux et veut déréguler le marché du travail –, il risque de se couper de la base, celle des syndicalistes et de la société civile de gauche. Or, s'il accédait in fine au second tour de l'élection présidentielle, il risque de ne pas faire le plein du report de voix, à gauche.

Y a-t-il du crédit à trouver dans son bilan au ministère de l'économie ?

On touche là, à l'un des aspects de la stratégie d'Emmanuel Macron : la communication politique. En deux ans, en dehors de la loi Macron – avec ses aspects plus ou moins heureux sur le plan social – et des cars Macron, son bilan est mince. Il se dit victime sur le motif que « au nom du réalisme politique », dit-il, il aurait perdu des arbitrages. Il montre ainsi du doigt les « compromis d'appareils, politiciens » qui l'ont fait perdre. Alors qu'il devrait être comptable du bilan du quinquennat, sa stratégie consiste

précisément à rejeter la faute sur le Parti socialiste.

Finalement, ou situez-vous Emmanuel Macron ?

Emmanuel Macron est idéologiquement le bébé de François Hollande, dans la continuité de ce que voulait un Delors, lui-même entouré de Mignard, Le Drian, Gailard ou encore Jouyet. Tous appelaient au dépassement du Parti socialiste, dès les années 80, à une transposition du Parti démocrate à la Clinton pour construire un parti progressiste promouvant les libertés individuelles tout en faisant le choix du libéralisme économique. Emmanuel Macron ne se reconnaît pas dans les adversaires du camp Delors : les rocardiens, de Moscovici à Strauss-Kahn, ou même Fabius, issu de la première gauche, qui a incarné le tournant de la rigueur en 83 et accompagné les premières dérégulations financières. Il considère même que cette ligne a conduit à la désindustrialisation de notre pays, que c'est l'abandon du politique – donc de l'État – qui a fragilisé notre économie et notre industrie. Mais il tarde à annoncer des mesures s'attaquant à certains intérêts financiers et économiques, préférant un discours centré sur le mérite individuel, le discours de la droite libérale... Que ce soit au niveau européen ou mondial, il ne répond pas à la crise de la social-démocratie, incapable de préserver un rapport de forces contre les capitalistes en dehors du cadre de l'État-nation.

● ENTRETIEN PAR PIERRE JACQUEMAIN

DE QUELQUES PARADOXES POLITIQUES

Voter dans le camp de l'autre, est-ce voter contre son camp ?
De quelle droite est-on quand on est plus ultraconservateur
qu'ultralibéral ? Peut-on incarner la résistance au
capitalisme financier et trouver des excuses au « tournant
de la rigueur » de 1982-1983 ?

Voter Juppé à la primaire de la droite, est-ce voter utile ?

Une grande peur agite les sarkozystes : des hordes d'électeurs de gauche viendraient pirater la primaire en votant pour Alain Juppé. Avec des motivations diverses – antisarkozisme, peur du FN – et des conséquences inconnues : qui ferait-on gagner ?

Ils sont assez nombreux à se dire de gauche, socialiste ou radicale, et à être tentés de participer à la primaire dite « de la droite et du centre » (sans qu'aucun candidat du centre n'y soit représenté). À en croire certains sondages, entre 10 et 16% des participants à cette primaire proviendront des rangs de la gauche, soit de 260.000 à 560.000 votants (sur les quelques 2,6 millions à 3,5 millions d'électeurs espérés). Et ces mêmes sondages sont unanimes : si tous ces gauchistes se déplacent réellement, ce serait pour voter Alain Juppé. Avec ces voix, le maire de Bordeaux sortirait vainqueur dès le premier tour. Sans ces voix... C'est plus compliqué, mais ça pourrait passer quand même.

Pour le politologue Philippe Braud, il y existe deux catégories d'électeurs de gauche susceptibles de voter à cette primaire : « Les militants très politisés, qui veulent absolument faire passer le candidat de gauche et qui ont intérêt à voter pour Nicolas Sarkozy. Et des électeurs pas très ancrés à gauche, disons de centre-gauche, qui ont voté Hollande en 2012, qui vont être tentés de barrer la route à Nicolas Sarkozy en votant Alain Juppé ». Ce qui ne plaît ni aux sarkozystes, ni aux hollandais.

HOLLANDE ET SARKO VEULENT REJOUER 2012

Hollande et Sarkozy peuvent compter, parfois de façon indirecte, presque invo-



lontaine, sur un soutien médiatique sans faille. Comment qualifier ces électeurs de gauche ? « Squatteurs » pour Slate, « infiltrés » pour Libération ou encore « radeurs » pour Causeur. Puis il y a les chiens de garde : Guillaume Peltier a carrément lancé une pétition contre « le vol de la primaire de la droite par la gauche », François Baroin ne veut pas que les électeurs PS aillent « trafiquer un scrutin qui ne les regarde pas », ce qui n'est pas aussi clair en ce qui concerne les électeurs frontistes. D'après Philippe Braud : « Le problème de Sarkozy, c'est que l'électorat du FN, qu'il a pris en 2007, désormais le déconsidère. Et il perd des voix au centre ».

Et même Sarkozy fustige, accusant Juppé de « préparer des arrangements » avec la gauche. Sur les réseaux sociaux aussi, on brandit les menaces : si vous votez Juppé contre notre chouchou, on ira aussi pourrir la primaire du PS ou pire, on ira voter Marine Le Pen.

Côté hollandais, on « brûle des cierges pour que ce soit Sarkozy », lance à Marianne Olivier Faure. Même Najat Vallaud-Belkacem déconseille aux socialistes d'y aller, elle trouve cela « totalement malsain ».

LA SARKOPHOBIE, CETTE ÉMOTION QUI FAIT LES PRÉSIDENTS

Car Hollande aussi mise toutes ses chances de réélection sur un match retour contre Sarko. Et pour Philippe Braud : « Hollande a peur que les électeurs de gauche renforcent les chances de Juppé » et que, par peur du FN, « ceux qui vont voter Juppé dès la primaire aillent aussi voter Juppé au premier tour de la présidentielle ». Résultat paradoxal pour le politologue et président de CAP (Conseil, analyse et perspective) Stéphane Rozès, pour lequel « voter pour le moins pire à la primaire de la droite, c'est anticiper la défaite de la gauche à la présidentielle ».

Il faut prendre en compte deux éléments dans cette affaire. D'une : l'antisarkozysme, celui-là même qui a fait élire Hollande, perdure, bien plus que la déception Hollande ne s'ancre. Philippe Braud : « Bien sûr, il y a une «hollandophobie». Mais pour Sarkozy, c'est moins une hostilité en extension qu'une hostilité en profondeur. Il y a des gens qui n'aiment pas Hollande, mais ceux qui n'aiment pas Sarko, ils le détestent ! »

Et rien qu'à l'idée d'un second tour entre Le Pen et Sarkozy, certains en font des cauchemars. De deux, dans son royaume bordelais, si Juppé est élu comme un pacha, c'est aussi grâce aux voix de la gauche. Il n'a pourtant aucune concurrence à sa droite. L'antisarkozysme a couronné Hollande en 2012, et une redite n'est pas exclue en 2017. Avec cette fois une petite touche de Chirac, cru 2002. Car plus personne n'en doute vraiment, pas même Philippe Braud : « Marine Le Pen sera au second tour. Donc forcément, c'est l'autre candidat qui va devenir président ».

UN «FRONT RÉPUBLICAIN» AUX LÉGISLATIVES ?

Si la présidentielle n'est plus qu'un vote de barrage à l'extrême droite et à la droite extrême, que peut-il en ressortir pour les législatives ? Et si les socio-démocrates, Hollande et Valls en tête, Macron sous le bras, préparaient de concert avec les juppéistes un «front républicain» ? Pas impossible car « si Alain Juppé est élu, il est clair que cela peut favoriser à la droite du PS des ralliements, sous une forme ou sous une

autre », explique Philippe Braud. De son côté, Stéphane Rozès n'y croit « pas du tout » : « Aux législatives, les logiques politiques retrouveraient leurs droits et le président élu n'aurait pas besoin d'avoir recours à un front républicain pour obtenir une majorité ».

Que penser d'un PS rejouant le coup des dernières régionales, à l'échelle nationale ? Un sabotage ? La carte du vote utile, qui a permis que la seule opposition à Christian Estrosi et à Xavier Bertrand soit Marine Le Pen et à Marion Maréchal, fonctionnera-t-il encore ? On vante la grande coalition allemande à longueur d'éditos, alors, au fond, il suffit de quelques «valeurs communes» pour qu'un électeur socialiste se complaise à glisser dans l'urne un ticket pour Juppé. Après tout, c'est le «moins pire»...

Et l'autre gauche dans tout ça ? À en croire Philippe Braud : « La gauche radicale n'est pas inexistante, mais marginale. Et même si Mélenchon peut faire 10%, elle va surtout être spectatrice ». Pourtant, l'appel d'air est si grand. À croire qu'il est asphyxiant.

● LOÏC LE CLERC

Jean-Frédéric Poisson, extrême onction

Efficace lors du premier débat de la primaire de la droite, l'outsider se démarque : il se dit non-libéral et s'avoue si conservateur qu'on ne voit plus ce qui le sépare du FN. Jean-Frédéric Poisson incarne en toute bonhomie la droite qui se radicalise.

Connu des seuls militants de la Manif pour tous et des défenseurs du mariage pour tous, Jean-Frédéric Poisson s'est révélé au grand public lors du premier débat de la primaire de la droite. Qualifié grâce à son statut de président d'un parti associé à l'UMP, il n'a pas eu à rassembler les soutiens de militants et de députés. C'est ainsi que ce successeur de Christine Boutin à la tête du Parti chrétien démocrate s'est retrouvé jeudi soir à débattre avec Fillon, Juppé, Sarkozy et les autres. Mais le plus extraordinaire est qu'il est longtemps apparu le plus raisonnable des sept.

« AIMÉ PAR DIEU »

Contrairement à ses concurrents, il n'a pas enchaîné les surenchères libérales, promettant la remise en cause du code du travail, le démantèlement de la fonc-

tion publique, la mise au pas des syndicats et l'instauration d'une flat tax. Il se paye le luxe de rappeler avoir voté «non» au traité de Maastricht : « Je ne suis pas libéral. Je suis plus à gauche que Macron », se plaît-il à déclarer à L'Express. Qui est cet homme qui a même osé dire qu'on ne pouvait pas enfermer préventivement les fichiers S ? La surprise des téléspectateurs fut si grande que, dès le jeudi soir, son nom est le plus recherché sur Wikipédia ; il est en tête des sujets débattus sur Twitter...

Député des Yvelines, où il succède à Christine Boutin, Jean-Frédéric Poisson a un visage bonhomme, un corps en rondeur. Issu d'une famille de classe moyenne, agnostique, il est frappé par la grâce à dix-neuf ans : « Le 30 janvier 1982, j'ai eu la conviction que j'étais aimé par Dieu. Ma vie a changé »,

explique-t-il sur RMC. Il n'a pas les manières de la grande bourgeoisie de NKM, Juppé et Le Maire.

Philosophe de formation, il se sort avec aisance du débat de la primaire où il crève l'écran : il parvient à incarner une droite raisonnable, quand tous les autres surjouent le libéralisme économique et l'autoritarisme de gouvernement. Dans Libé, il déclare « Je ne suis ni libéral, ni atlantiste, ni fédéraliste ».

« LE PLUS À DROITE ET LE PLUS CONSERVATEUR »

C'est sur la conception de la laïcité que tout dérape. Et que docteur Jekyll devient mister Hyde. Ça n'avait pas si mal commencé. Poisson rappelle que la laïcité, c'est la neutralité de l'État et de l'espace public. Chacun est donc libre de vivre et de s'habiller comme il l'entend. Mais une lézarde apparaît. Pour lui, la seule religion avec laquelle il y a un problème, c'est l'islam. Sur Radio Notre-Dame, il ne cache pas son souhait de voir inscrire les racines chrétiennes dans la constitution. Sur Twitter, il précise et globalise : « L'enracinement des Français est une priorité de mon engagement ».

Sur l'antenne de Sud Radio il assène : « La France ne veut pas être une société multiculturelle, je ne fais pas confiance à Alain Juppé ». Il fait du combat contre

Daesh l'argument de son soutien à Assad et Poutine. Et d'ailleurs, en tournée pour l'association SOS chrétiens d'Orient, il fut reçu en tête à tête par le premier en juillet 2015. Il en est sorti sous le charme.

Le Figaro voit en lui le seul candidat de la droite classique. Cela lui va fort bien. Il professe dans les colonnes de Valeurs actuelles : « Je suis le candidat le plus à droite et le plus conservateur de cette primaire ». Et de fait, opposé au droit à l'avortement, il est aussi le seul des candidats à la primaire de la droite à s'être rendu à la manif anti loi Taubira, ce dimanche, dont il continue de réclamer l'abrogation. Il y retrouva Marion Maréchal-Le Pen, déjà croisée en mai dernier à Béziers, tous les deux invités par le maire Robert Ménard à la rencontre de «la droite hors les murs». Ces rendez-vous visent à établir des passerelles, voire des ponts, entre la droite et le FN.

« LE FN, UN PARTI COMME LES AUTRES »

Poisson ne s'en cache pas : « La recomposition de la droite est en marche et je suis libre d'aller où on m'invite ». Sur son compte Twitter, il précise : « On me reproche de parler avec Marion Maréchal-Le Pen. Je ne disqualifie pas une idée en fonction de la personne qui la porte ». Sa proximité avec Robert Ménard est assu-

mée : il le considère comme un homme courageux qui aurait eu son vote s'il habitait Béziers. Au micro de Jean-Pierre Bourdin, il comprend « l'engouement des électeurs de Béziers pour Robert Ménard. Il est lucide sur les problèmes posés par l'immigration, massive ».

Invité sur France Culture, il précise : « Je suis opposé au FN sur sa vision de la laïcité, son souhait de sortir de l'Europe, la promotion de la peine de mort ». Ce qui ne l'empêche pas de contester le cordon sanitaire autour du FN. « Le FN, qui siège dans toutes nos instances démocratiques, doit donc être considéré comme un parti comme les autres », assure-t-il dans le dernier numéro de Valeurs actuelles. Une dernière pour la route : « Je plaide pour le droit du sang comme mode d'attribution principale de la citoyenneté ».

37% des téléspectateurs ont eu une bonne opinion de Poisson. Depuis ce jeudi, articles et invitations sur les antennes télé et radio ce sont multipliés. L'engouement autour de Jean-Frédéric Poisson est une alerte. Face à une droite totalement acquise à l'ultralibéralisme, un homme qui professe un projet sur de très nombreux points semblables au FN trouve les moyens de faire tomber les préventions, pour peu qu'il soit mal identifié politiquement. Le danger est immense.

● LOÏC LE CLERC

Mitterrand et le tournant libéral : y avait-il une alternative ?

S’attachant à tirer un bilan « raisonné et positif » de la présidence de Mitterrand, Jean-Luc Mélenchon va jusqu’à défendre le « tournant de la rigueur » comme inévitable dans le contexte de l’époque. Une autre voie était pourtant possible.

Qui se réclame encore aujourd’hui de François Mitterrand, qui aurait eu 100 ans aujourd’hui ? Si les mitterrandistes autoproclamés se font rares dans les rangs du PS, il en est un qui n’a jamais cessé de s’en revendiquer : Jean-Luc Mélenchon. Dans *Le choix de l’insoumission*, le candidat du Parti de gauche rend de nouveau un hommage vibrant à un « grand premier de cordée ».

Et pour cause, les débuts de son premier septennat sont marqués par l’application de l’audacieux Programme commun : augmentation de 10% du smic, de 25% des allocations familiales, de 25% de l’allocation logement, la semaine de 39 heures, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à soixante ans,

l’impôt sur les grandes fortunes, le recrutement de dizaines de milliers de fonctionnaires, la nationalisation de grands groupes industriels et bancaires... Mais aussi le remboursement de l’IVG, l’abolition de la peine de mort, la décriminalisation de l’homosexualité... Qui, à gauche, peut prétendre avoir fait mieux depuis ?

COMPROMIS OU COMPROMISSIONS ?

Là où le bilan « raisonné et positif » de Mélenchon laisse perplexe, toutefois, c’est dans sa présentation du tournant libéral qui a suivi : blocage des salaires en 1982, politique de la rigueur en 1983, dérégulation bancaire en 1986, libéralisation des flux de capitaux en

1988... Que François Hollande tente d'instrumentaliser l'héritage «réaliste» mitterrandien pour justifier que l'on ne fait pas toujours tout ce qu'on veut lorsqu'on arrive à l'Élysée est une chose. Mais comment Mélenchon peut-il pardonner au premier président socialiste de la Ve République de s'être rallié à la raison austéritaire et pro-finance de la Deuxième gauche de Michel Rocard et Jacques Delors, tout en critiquant la capitulation de Tsipras face à ses créanciers de l'Union européenne ?

La réponse est simple. Pour l'ex-socialiste, Mitterrand n'avait pas le choix : les promesses généreuses du Programme commun étaient fondées sur une analyse dépassée de la conjoncture et de la crise en cours : « La mutation du capitalisme et sa transnationalisation n'étaient pas du tout comprises », affirme-t-il dans un entretien accordé à la revue Charles. « Ce qui est incroyable est que le résultat de l'agression du capital à cette époque soit aujourd'hui présentée comme étant le produit de nos erreurs et que nos compromis soient vus comme des «compromissions». Enfin, tout de même ! La France a été assaillie, agressive par le capital dès l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand. Nous avons dû subir trois dévaluations, un contrôle des

changes et un emprunt forcé ! »

L'argument mérite d'être considéré. Car l'enjeu est de taille : il s'agit de déterminer si le funeste There is No Alternative cher à Thatcher peut être vrai... Or la question de savoir si le gouvernement aurait pu poursuivre sur la lancée (de gauche) du Programme commun est loin d'être simple.

PROFITS, INVESTISSEMENTS ET «COÛT DU TRAVAIL»

Aujourd'hui, l'Europe est confrontée à une crise keynésienne de la demande ; Tsipras a donc la rationalité économique de son côté lorsqu'il appelle à en finir avec les désastreux programmes d'austérité. Mais dans les années 1980, la France subit bel et bien une crise de l'offre, c'est-à-dire une crise de baisse du taux de profit. Même les économistes de gauche, notamment ceux de l'École de la régulation, comme Alain Lipietz, Robert Boyer, Benjamin Coriat ou encore Michel Aglietta, le reconnaissent à l'époque : les salaires représentent une part trop élevée de la valeur ajoutée par rapport aux profits.

La progression rapide des salaires réels après la Libération, sous l'effet des conventions d'indexation des salaires sur les prix et des avantages salariaux

obtenus par des syndicats forts, ne pose aucun problème tant qu'elle reste en ligne avec la croissance forte de la productivité du travail. Or le début des années 1970 voit une chute du rythme des gains de productivité des méthodes «tayloriennes» de production de masse. Résultat, les profits sont laminés et les taux d'investissement s'effondrent. De plus, dans un contexte d'ouverture progressive de l'économie, le niveau élevé des salaires français devient un poids pour la compétitivité : on commence à parler du «coût du travail» qui nuit à l'exportation.

Dans une telle situation, il est vrai que les plans de relance sont voués à l'échec : d'une part le manque d'investissement ne provient pas d'une insuffisance de la demande et d'autre part le surcroît de consommation risque de se porter sur des produits fabriqués à l'étranger, et donc de ne pas inciter les entreprises françaises à investir.

UN MODÈLE AMÉRICAIN PLUTÔT QUE SCANDINAVE OU JAPONAIS

En ce sens, le fatalisme de Mélenchon est justifié : il fallait bien réajuster à la baisse la part salariale afin de rétablir la profitabilité et la compétitivité des

entreprises. « Mais le blocage des salaires et la flexibilité n'étaient pas le seul moyen d'y arriver », explique l'ex-eurodéputé EELV Alain Lipietz, qui défendait à l'époque une politique alternative : « L'autre moyen, c'était de conserver des salaires décents et des droits renforcés, mais de relancer la productivité. Pour cela, on aurait pu faire comme les Allemands, les Scandinaves et les Japonais : mobiliser le savoir-faire des travailleurs à travers des «cercles de qualité» pour élaborer avec eux les méthodes d'une meilleure efficacité technique de la production. »

Lipietz poursuit : « C'est ce que prônaient le PDG de Danone Antoine Riboud ou le socialiste Jean Auroux, en vain. Partis comme «sherpas» aux États-Unis pour préparer le sommet de Versailles de 1982, Jacques Attali et François Hollande sont revenus à l'Élysée complètement séduits par la politique de compression et de flexibilisation salariale de Reagan. Et c'est ce modèle anglo-saxon qui a été suivi la même année ».

Avec une efficacité redoutable : en quatre ans, la part des profits dans la valeur ajoutée refait tout le chemin perdu, revenant en 1986 aux 29% de 1970 et atteignant son sommet en 1989 avec 33%.

CONSTRUCTION DE L'EUROPE CONTRE JUSTICE SOCIALE

Le résultat est en revanche médiocre en termes de reprise de l'investissement, dont le niveau cesse de remonter dès 1986 : on découvre alors qu'il ne suffit pas que les entreprises engrangent des profits pour qu'elles consentent à investir. En l'occurrence, elles vont préférer les transférer sous forme de dividendes aux actionnaires ou les faire fructifier sur les marchés financiers à mesure que ces derniers sont libéralisés.

Quant à l'orthodoxie budgétaire et à la libéralisation des flux de capitaux, elles n'étaient pas plus inévitables que ne l'était le gel des salaires : elles étaient simplement requises pour rester dans le Système monétaire européen. La France avait la possibilité de se retirer du SME pour laisser le franc se déprécier – plutôt que de faire reposer la compétitivité,

la lutte contre l'inflation et la résorption du déficit commercial sur la compression du «coût du travail» –, maintenir le contrôle des changes pour parer les attaques spéculatives, instaurer des mesures protectionnistes pour investir dans l'appareil productif.

Certes, ceci aurait impliqué de mettre entre parenthèse la construction européenne ou du moins de lui imposer une autre orientation. Mitterrand qui, en 1978, voulait « l'Europe des travailleurs, contre l'Europe marchande, l'Europe des profits, l'Europe des grandes affaires », comprend qu'il va falloir choisir : « Je suis partagé entre deux ambitions : celle de la construction de l'Europe et celle de la justice sociale », confie-t-il en 1983 à Attali. Il y avait donc bien une alternative. Et il a tranché.

● LAURA RAIM

LA CRISE DES RÉFUGIÉS, UNE CRISE MORALE

L'évacuation du camp de Calais fait provisoirement disparaître les réfugiés du décor, mais ne constitue en rien une solution à une crise globale gérée sans rationalité ni humanité – laissant aux xénophobes le loisir de l'instrumentaliser.

La «Jangal» de Calais est fermée : et après ?

Derrière les mots et l'opération de communication, le démantèlement du camp de Calais n'a fait que déplacer le problème et démontrer, une nouvelle fois, l'absence d'humanité dans la gestion des migrants. Bilan.

Le démantèlement du bidonville de Calais [1] touche à sa fin et on peut en faire un premier bilan. Les conditions auraient pu être réunies pour que les choses se passent au mieux dans le respect des droits de toutes celles et ceux qui vivaient là notamment parce que la majorité des associations présentes sur place, y compris depuis de longues années, s'étaient déclarées favorables au démantèlement du bidonville stricto sensu tant les conditions de vie y étaient indignes pour un pays comme la France. Une «mise à l'abri» humanitaire aurait dû avoir lieu depuis longtemps. De telles situations ne devraient pas exister dans notre pays.

UNE PRÉCIPITATION COUPABLE

Mais, au-delà des mots, c'est l'urgence à évacuer les lieux et à détruire tous les ha-

bitats de fortune sans même se demander si leurs occupants avaient été pris en charge qui a prévalu, le tout sous le contrôle de 1.200 policiers et sans réelle présence d'accompagnateurs sociaux. La précipitation ne fait pas bon ménage avec le respect des droits et de la dignité des personnes et au fur et à mesure du déroulement de l'opération, le moins que l'on puisse dire, c'est que le bilan s'est éloigné de l'auto-satisfecit de la préfecture du Pas-de-Calais.

8.143 personnes avaient été recensées sur le camp mi-octobre (contre 10.000 début juillet), la taille d'une petite ville. Parmi elles, un nombre important de demandeurs d'asile en cours de procédure, des personnes ayant le statut de réfugié et un nombre croissant de mineurs. Dans le cadre du démantèlement, 6.000 personnes auraient été «mises à l'abri» et près de 300, toutes mineures auraient

été accueillies au Royaume-Uni [2]. Il ne fait pas de doutes que certain-e-s migrant-e-s ont préféré quitter les lieux avant, et même pendant l'opération de démantèlement et que de nouveaux campements précaires vont ressurgir ici ou là. Calais restera « attractif » quoi que l'on fasse, c'est le point de passage le plus court vers le Royaume-Uni, à quarante kilomètres des côtes anglaises. Grâce à l'accompagnement des associations et à la bonne volonté des migrants eux-mêmes, et sans doute aussi à la présence, au moins le premier jour, de quelques 700 journalistes, on a évité le pire. Mais on aurait pu faire tout autrement. Un certain nombre de choses sont incompréhensibles, voire inadmissibles – dont l'envoi immédiat vers des centres de rétention d'une centaine de migrants parmi lesquels des Soudanais, des Afghans, des Érythréens et même des Syriens.

LA MÉTHODE EN QUESTIONS

Pourquoi certaines grandes associations telles qu'Emmaüs, Avocats sans frontières et Human Watch Rights n'ont pas obtenu d'habilitation ? Pourquoi les journalistes se sont-ils vus interdire l'accès au périmètre de la jungle et comment l'un d'entre eux, a-t-il pu se retrouver en garde à vue pendant plus de trente heures ? Pourquoi, une fois arrivés dans les hangars, les migrants ne pouvaient plus en sortir et n'avaient donc plus le droit de changer d'avis, et

ce, jusqu'à l'arrivée dans le CAO [3] ce qui ressemble étrangement à une privation de liberté qui ne dit pas son nom.

À quoi rime le fait de leur proposer un choix entre deux régions dont ils ne savaient rien sans prendre le temps de leur expliquer où ils allaient réellement aller ? L'idée d'assurer une répartition sur l'ensemble du territoire n'est pas une mauvaise idée en soi, mais ne pouvait-elle pas être accompagnée du côté tant des migrants que des lieux d'accueil ? Force est de constater que certaines régions, villes ou même villages de France sont plus « habitués » à accueillir des migrants que d'autres. Et n'est-il pas préférable que des associations soient là pour assurer la prise en charge et veiller à assurer les droits des migrants ? Bien souvent, les élus locaux ont été prévenus à la dernière minute. Et pourtant, en dépit de tout cela, hormis quelques rares incidents, les Français dans leur immense majorité ont fait preuve de générosité et de solidarité. Et c'est sans doute la chose la plus positive.

Pourquoi avoir envoyé vers ces CAO des demandeurs d'asile alors qu'ils ont droit à des places en Centre d'accueil pour demandeurs d'asile, avec comme conséquence la plus probable que nombre de procédures devront être recommencées dès le début, au mépris du travail engagé à Calais et en obligeant les demandeurs d'asile à revivre leur parcours douloureux ? Pourquoi tant d'urgence ?

MINEURS ET FEMMES MALMENÉS

Poser les questions, c'est déjà en partie y répondre. Ce sont les mineurs et les femmes qui ont été les plus malmenés dans le cadre de cette précipitation dénuée de sens. Les femmes parce qu'elles se sont senties comme les oubliées de l'histoire. Cantonnées dans le centre d'hébergement, elles ont manifesté à plusieurs reprises en demandant à pouvoir, elles aussi, se rendre au Royaume-Uni pour rejoindre leur mari. « Help us UK », ont-elles crié. Mais rien n'a été prévu pour elles, sauf de les évacuer elles aussi, sans tenir compte de la diversité de leur situation – notamment au regard du risque d'être séparée de leur mari et de certains de leurs enfants. Quant aux mineurs, l'incapacité des pouvoirs publics à les prendre en charge est une honte pour la France depuis de nombreuses années. Faut-il rappeler qu'au regard du droit international et des conventions signées par la France, tout mineur a droit à protection et doit être traité, s'il est isolé, comme un mineur et non comme un étranger ?

Nous sommes dans l'un de ces imbroglios juridiques dont notre pays a le secret. La protection des mineurs relève des départements et donc ceux qui sont à Calais, du Pas-de-Calais dont les structures sont particulièrement saturées. La solidarité nationale aurait dû jouer d'autant plus qu'en cas de mise en danger, la responsabilité de l'État est en

cause. Plusieurs centaines d'entre eux, y compris des jeunes filles, vivaient pourtant sans protection dans le bidonville depuis des mois. Ils devaient être prioritairement identifiés, mais on l'a fait au faciès et tant pis pour les grand gabarits... Après les tests osseux, on franchit là une nouvelle étape.

OPACITÉ DES OPÉRATIONS

Pour leur trouver de la place, les majeurs hébergés dans le Centre d'accueil provisoire (CAP), les fameux containers, ont dû évacuer les lieux. Les mineurs devaient y rester « dans l'attente de l'instruction de leur dossier », mais le dispositif s'est avéré rapidement insuffisant. Plusieurs centaines d'entre eux sont restés livrés à eux même dans ce qui restait du bidonville. On a alors décidé de tous les évacuer vers des CAOMIE [4], créés pour l'occasion, en dehors du cadre légal de la protection de l'enfance, sans se demander s'ils venaient d'arriver à Calais, s'ils étaient déjà pris en charge, s'ils avaient déjà fait une demande de regroupement familial, etc... Et l'on s'étonne qu'à peine arrivés dans les centres, certains soient déjà repartis !

À ce jour, tous les mineurs «répertoriés» auraient été évacués vers les CAOMI avec des accompagnateurs britanniques du Home Office ! Leurs demandes sont censées être examinées sous trois semaines. N'aurait-il pas été plus simple d'organiser cela à Calais ? Tout ceci est assez indigne. Un collectif

d'associations [5] a fait un recours en référé pour demander des comptes sur la «dispersion» des mineurs ainsi opérée en dénonçant l'opacité des opérations et l'absence de tout contrôle judiciaire.

La situation de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants n'est pas réglée. Leur «dispersion» ne facilite pas le suivi de la situation et l'inquiétude monte quant au sort de celles et ceux dont les demandes d'asile ou de regroupement familial sont ou seront rejetées, alors que les centres de rétention ont été mis en situation d'alerte. L'opération aura eu le mérite de dégager des places en urgence pour des personnes qui en attendaient depuis des mois, voire des années, mais le premier bilan est assez éloigné de la belle histoire qu'a tenté d'écrire le gouvernement.

La «Jangal» a été démantelée mais rien n'est réglé, comme en témoigne les opérations de police à Paris. Une nouvelle fois, on n'a fait que déplacer le problème. À quand de vraies réponses

humanitaires dignes des valeurs républicaines ? Humanisme et fermeté, comme le dit le gouvernement, sont des mots inconciliables. Le gouvernement vient une fois encore de le démontrer.

● **MARIE-CHRISTINE VERGIAT,**
EURODÉPUTÉE FRONT DE GAUCHE

[1] Le mot Jangal est un mot persan qui signifie forêt. Utilisé par les migrants afghans et iraniens, il est à l'origine du terme de «jungle».

[2] Alors que Bernard Cazeneuve, lors de son dernier déplacement, n'avait obtenu un accord que pour 50 mineurs, c'est un exploit.

[3] Les centres d'accueil et d'orientation (CAO) ont le relais des centres de répit que l'on avait vu apparaître en octobre 2005 au moment de l'évacuation de la zone sud de Calais.

[4] Centres d'accueil et d'orientation pour mineurs étrangers isolés.

[5] ADDE, GISTI et Syndicat des Avocats de France.

LA CRISE DES RÉFUGIÉS, UNE CRISE MORALE

L'évacuation du camp de Calais fait provisoirement disparaître les réfugiés du décor, mais ne constitue en rien une solution à une crise globale gérée sans rationalité ni humanité – laissant aux xénophobes le loisir de l'instrumentaliser.

Damien Carême

« Il n'est pas besoin d'opposer résidents et migrants »

Alors que Robert Ménard dénonce l'arrivée des migrants dans sa ville, le maire EELV de Grande-Synthe (59), Damien Carême, est nommé pour l'élection du «meilleur maire du monde». Pour avoir su, au contraire, exemplairement accueillir les migrants.

Regards. Lorsque vous avez appris que vous pourriez bien être désigné «meilleur maire du monde», quelle a été votre réaction ?

Damien Carême. J'ai été surpris bien évidemment. Je ne connaissais pas même l'existence de ce «concours» organisé par la Fondation City Majors ! Pour tout dire, j'en ai été informé indirectement, par un journaliste d'Europe 1. Il faut préciser que le critère retenu, cette année, est celui de l'action envers les migrants. Sur l'instant, je me suis dit que l'action des maires de Lampedusa ou de Lesbos méritait bien plus que la mienne d'être saluée. Mais je suis fier, après coup, d'avoir été retenu sur cette liste de trente-deux élus.

Qu'est-ce qui a retenu l'attention de la Fondation City Majors ?

À Grande-Synthe, nous nous sommes retrouvés dans la situation de devoir apporter une solution au problème de l'existence d'un camp qui comptait 2.800 migrants. Or ce camp, l'hiver dernier, présentait des conditions d'accueil indignes. Le terrain sur lequel il était érigé était un véritable marécage dont il a fallu réorganiser le sol : le drainer, le couvrir de couches de pierres, etc. Et sur lequel nous avons tenu à édifier des cabanes en bois, en lieu et place des tentes exposées à toutes les intempéries. Et en effet, comment aurait-il été possible de laisser vivre plus longtemps



trois cents enfants et femmes dans ces conditions intolérables, dangereuses aussi ? Je me suis tout simplement refusé à l'idée d'un mort sur ma commune.

Comment vous-y êtes vous pris ?

Comme l'État, que j'ai interpellé, s'est d'abord opposé cette initiative, nous nous sommes appuyés sur la force logistique de Médecins sans frontières, qui a également financé l'opération aux deux-tiers dans un premier temps. Il a fallu tout inventer. Comme nous ne disposions pas de normes de construction, ni de conseils de l'appareil d'État, nous nous sommes appuyés sur les normes établies par le Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies. Le terrain réorganisé, la pâture marécageuse et l'amoncellement de tentes, les rats aussi, ont donc peu à peu laissé place aux cabanons. Mais ces cabanons, d'une surface de six mètres carrés, restent sommaires : les toilettes se trouvent à cinquante mètres, il faut encore en sortir pour prendre une douche, etc. Ne pas imaginer, donc, que ce sont des conditions d'accueil luxueuses ! Mais au moins sont-elles dignes d'une municipalité française. On trouve également un centre de santé, indispensable à la sécurité sanitaire des migrants, et par conséquent des habitants de la commune aus-

si. La France, pays de la déclaration des droits de l'homme, ne peut se contenter d'une déclaration, elle doit aussi, ici et maintenant, mettre ces droits à l'épreuve des faits.

Quels ont été les résultats ?

Les migrants ont pu souffler, retrouver des forces dans des conditions vivables, et songer à leurs projets et à leur avenir. Et le nombre des migrants est passé de 2.800 à 1.330. Nous n'avons eu nul besoin d'instaurer de contrôle à l'entrée au moyen de barbelés, ou même de contrôle des empreintes digitales ou rétinienne... En l'espace de trois mois, le nombre de migrants a régulièrement déchu. Soit que, dans leur grande majorité, les migrants se soient organisés pour passer en Grande-Bretagne. Soit qu'ils aient pu effectuer les démarches nécessaires à l'obtention du droit d'asile. Nous n'avons même pas eu besoin de réguler le nombre des entrées.

Comment la population de Grande-Synthe a-t-elle réagi ?

Le projet n'avait, de toute façon, pas de vocation à être pérenne à mes yeux. J'avais, en tête, les conditions indignes dans lesquelles les harkis avaient été accueillis et dispersés en France après

l'indépendance de l'Algérie, et le rejet qu'ils avaient éprouvé. J'ai donc tenu à organiser une forme de pédagogie à travers la rédaction de six lettres détaillées, expliquant les limites du projet. Et, de fait, la population a très bien réagi. Ni pétition, ni manifestation. Notre commune connaît pourtant un taux de chômage touchant 24% de la population, et 33% de la population vit également sous le seuil de pauvreté, avec un revenu moyen de 800 euros. C'est une population qui a subi de plein fouet la récession, et l'effondrement du modèle productiviste, la désindustrialisation, etc. On aurait donc pu imaginer qu'une population déjà fragilisée se mobilise contre ce projet.

Et il n'y pas eu de protestations ?

Cela a été le contraire. Certains ont trouvé un emploi dans le cadre du projet, d'autres – près d'un millier – se sont mobilisés comme bénévoles. La scolarisation des enfants des migrants dans la commune a également joué un rôle déterminant : à travers les enfants, les familles ont appris à se connaître, à échanger leurs histoires respectives. Puis, chacun sait dans ma commune que je me bats pour l'emploi, pour que nul ne soit expulsé pour des loyers impayés. Bref, chacun a compris que l'on

pouvait restaurer la dignité des migrants sans pour autant abandonner la lutte pour l'emploi et un autre modèle de production. Je me soucie du sort de chacun des habitants de cette commune : qu'il soient résidents ou de passage, comme les migrants. Il n'est pas besoin d'opposer résidents et migrants. Et les habitants y ont aussi trouvé une certaine fierté. J'ai tenu à associer au projet des chercheurs, anthropologues et sociologues. Ceux-ci ont notamment recueilli le témoignage d'un habitant fier d'être un habitant d'une «capitale de l'humanité» [1].

Comprenez-vous que votre position puisse paraître insolite dans le climat actuel ?

Sans doute, mais n'est-ce pas plutôt la campagne présidentielle qui présente un caractère insolite ? Elle est dominée par les thèmes du FN, c'est l'évidence. Mais, à vrai dire, comment les thèses du FN pourraient-elles être combattues quand elles sont déjà au pouvoir, que les politiques menées au niveau national correspondent déjà à ces thèses ? Pourtant, je ne suis pas certain qu'au niveau local, pour peu que l'on propose aux habitants des projets pragmatiques et respectueux de la dignité de cha-

cun, ces thèses soient majoritaires. Et, comme tout ce qui concerne en général l'écologie, je crois que le local est un enjeu majeur pour faire la démonstration de ces politiques alternatives. D'ailleurs, nombre d'élus locaux, quelle que soit leur sensibilité politique, finissent par s'y rallier, ne serait-ce que par réalisme.

On peut traiter de grands problèmes par le bas, en quelque sorte ?

Il ne suffit pas de prendre de grands décisions, même en matière écologique ; leur mise en œuvre ne peut être que locale, et c'est aux municipalités – on le voit bien également à Madrid, Barcelone – qu'appartiennent de réaliser concrètement notre avenir. Bernard Cazeneuve l'a bien compris, lorsqu'il a fini par, très courtoisement d'ailleurs, se rendre à Grande-Synthe pour signer une convention avec la commune. Et ce, même s'il était d'abord opposé à cette solution. De toute façon, la question actuelle des migrants n'est que l'amorce d'une question plus large, et à laquelle nous devons, tôt ou tard, faire face : celle des migrations climatiques et, par conséquent, celle de nos rapports avec l'Afrique. Ce sont ces questions, avec l'avenir de notre modèle de production, qui devraient dominer les prochaines échéances électorales.

● ENTRETIEN PAR GILDAS LE DEM

[1] Grande-Synthe avait été désignée, en 2010, capitale française pour la biodiversité.

**CONFIEZ L’AFFICHAGE
DE VOS CAMPAGNES
NATIONALES ET RÉGIONALES
À DES PROFESSIONNELS**



3, rue de l'Atlas • 75019 Paris • Tél. : 01 40 03 96 65
Mail : franceaffichageplus@yahoo.fr